

# TABLE DES MATIÈRES

## Liste des principales abréviations

p. 11

### PREMIÈRE PARTIE

#### APERÇU GÉNÉRAL — MOYENS DE PRÉVENIR ET D'APLANIR LES CONTESTATIONS — LA TRANSPARENCE — LA MOTIVATION — LE DÉBAT CONTRADICTOIRE — LA MÉDIATION — LES RECOURS À L'ADMINISTRATEUR ACTIF — LES RECOURS JURIDICTIONNELS

### CHAPITRE I

#### Le contentieux administratif – Notion – Spécificité

#### Section I

##### Aperçu général

- |   |      |
|---|------|
| § 1. La genèse et l'organisation du contentieux administratif —<br>Diversité des systèmes nationaux | n° 2 |
| § 2. Les raisons d'être du contentieux administratif en droit belge                                 | n° 3 |
| § 3. La complexité croissante du contentieux administratif — Quelques exemples                      | n° 4 |
| § 4. Les difficultés liées au développement du contentieux administratif —<br>Les moyens d'y parer  | n° 5 |

### CHAPITRE 2

#### Les moyens de prévenir et d'aplanir les contestations

#### Section I

##### La prévention des contestations

- |   |       |
|---|-------|
| § 1. L'amélioration de la procédure administrative non contentieuse                       | n° 7  |
| § 2. La charte de l'utilisateur des services publics                                      | n° 8  |
| § 3. La charte de l'assuré social   | n° 9  |
| § 4. La transparence administrative   | n° 10 |
| A. <i>La convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales</i> | n° 11 |
| B. <i>L'article 32 de la constitution coordonnée</i>                                      | n° 12 |
| 1° Un droit fondamental   | n° 13 |
| 2° Le champ d'application   | n° 14 |
| 3° Un droit relatif   | n° 15 |
| 4° L'entrée en vigueur  | n° 16 |
| C. <i>La loi du 11 avril 1994 relative à la publicité de l'administration</i>             | n° 17 |
| 1° Champ d'application  |       |
| a) <i>Les autorités administratives fédérales — Les autres autorités administratives</i>  | n° 18 |

● EXCLUSION DES AUTORITÉS PARTICIPANT À L'EXERCICE OU EXERÇANT LA FONCTION LÉGISLATIVE OU JURIDICTIONNELLE	n° 19
● LES AUTORITÉS ADMINISTRATIVES FÉDÉRALES	n° 20
b) Les documents administratifs	n° 21
c) Les documents à caractère personnel	n° 22
d) Les informations ou documents protégés	n° 23
2° La publicité active	n° 24
3° La publicité passive	n° 25
4° Les motifs d'exclusion obligatoire	n° 26
a) La balance des intérêts	n° 27
b) Les documents confidentiels en vertu de la loi	n° 28
5° Les motifs d'exclusion facultative	n° 29
6° Principe de la publicité, motifs d'exclusion et liberté d'expression des fonctionnaires fédéraux	n° 30
7° Cas particulier du document incluant une œuvre protégée par le droit d'auteur	n° 31
8° Cas particulier des documents déposés aux archives	n° 32
9° Procédure en cas d'ajournement ou de rejet de la demande	n° 33
10° Droit de rectification	n° 34
11° Le contentieux de la publicité des documents administratifs	n° 35
a) La demande de reconsidération et la demande d'avis à la commission d'accès aux et de réutilisation des documents administratifs	n° 36
b) Recours au Conseil d'État	n° 37
12° Règle d'interprétation — Maintien des régimes de publicité plus étendus	n° 38
<b>D. Le décret de la Communauté française du 22 décembre 1994 relatif à la publicité de l'administration</b>	n° 39
1° Champ d'application	n° 40
2° La publicité active	n° 41
3° La publicité passive	n° 42
4° Les motifs d'exclusion obligatoire	n° 43
5° Les motifs d'exclusion facultative	n° 44
a) La balance des intérêts	n° 45
b) La publicité facultative	n° 46
6° Formes et délais du refus de communication	n° 47
7° Le droit de rectification	n° 48
8° Le contentieux de la publicité des documents administratifs	
a) La Commission d'accès aux documents administratifs	n° 49
b) Recours au Conseil d'État	n° 50
9° Cas particulier du document incluant une œuvre protégée par le droit d'auteur	n° 51
10° Règle d'interprétation — Maintien des régimes de publicité plus étendus	n° 52
<b>E. L'ordonnance du 30 mars 1995 de la Région de Bruxelles-Capitale relative à la publicité de l'administration</b>	n° 53
1° Champ d'application	
a) Les autorités administratives dépendant de la Région de Bruxelles-Capitale — Les autres autorités administratives	n° 54
b) Les documents administratifs	n° 55
c) Les documents à caractère personnel	n° 56
2° La publicité active	n° 57
3° La publicité passive	n° 58

4° Les motifs d'exclusion obligatoire	
a) <i>La balance des intérêts</i>	n° 59
b) <i>Les documents confidentiels en vertu de la loi</i>	n° 60
5° Les motifs d'exclusion facultative	n° 61
6° Cas particulier du document incluant une œuvre protégée par le droit d'auteur	n° 62
7° Procédure en cas d'ajournement ou de rejet de la demande	n° 63
8° Droit de rectification	n° 64
9° Le contentieux de la publicité des documents administratifs	n° 65
a) <i>La demande de reconsidération et la demande d'avis à la Commission d'accès aux documents administratifs</i>	n° 66
b) <i>Recours au Conseil d'État</i>	n° 67
10° Règle d'interprétation — Maintien des régimes de publicité plus étendus	n° 68
<b>F. Le décret de la Région wallonne du 30 mars 1995 relatif à la publicité de l'administration</b>	n° 69
1° Champ d'application	
a) <i>Les autorités administratives régionales — Les autres autorités administratives</i>	n° 70
b) <i>Les documents administratifs</i>	n° 71
c) <i>Les documents à caractère personnel</i>	n° 72
2° La publicité active	n° 73
3° La publicité passive	n° 74
4° Les motifs d'exclusion obligatoire	n° 75
a) <i>La balance des intérêts</i>	n° 76
b) <i>Les documents confidentiels en vertu de la loi ou du décret</i>	n° 77
5° Les motifs d'exclusion facultative	n° 78
6° Cas particulier du document incluant une œuvre protégée par le droit d'auteur	n° 79
7° Procédure en cas d'ajournement ou de rejet de la demande	n° 80
8° Droit de rectification	n° 81
9° Le contentieux de la publicité des documents administratifs	n° 82
a) <i>La demande de reconsidération et la demande d'avis à la Commission d'accès aux documents administratifs</i>	n° 83
b) <i>Recours au Conseil d'État</i>	n° 84
10° Règle d'interprétation — Maintien des régimes de publicité plus étendus	n° 85
<b>G. Le décret de la Communauté germanophone du 16 octobre 1995 relatif à la publicité des documents administratifs</b>	n° 86
1° Champ d'application	
a) <i>Les autorités administratives de la Communauté germanophone — Les autres autorités administratives</i>	n° 87
b) <i>Les documents administratifs</i>	n° 88
c) <i>Les documents à caractère personnel</i>	n° 89
2° La publicité active	n° 90
3° La publicité passive	n° 91
4° Les motifs d'exclusion obligatoire	
a) <i>La balance des intérêts</i>	n° 92
b) <i>Les documents confidentiels en vertu de la loi ou du décret</i>	n° 93
5° Les motifs d'exclusion facultative	n° 94
6° Cas particulier du document incluant une œuvre protégée par le droit d'auteur	n° 95
7° Procédure en cas d'ajournement ou de rejet de la demande	n° 96
8° Droit de rectification	n° 97

9° Le contentieux de la publicité des documents administratifs	n° 98
10° Règle d'interprétation — Maintien des régimes de publicité plus étendus	n° 99
<b>H. Le décret de la Commission communautaire française de Bruxelles-Capitale du 11 juillet 1996 relatif à la publicité de l'administration</b>	n° 100
1° Champ d'application	
a) Les autorités administratives communautaires — Les autres autorités administratives	n° 101
b) Les documents administratifs	n° 102
c) Les documents à caractère personnel	n° 103
2° La publicité active	n° 104
3° La publicité passive	n° 105
4° Les motifs d'exclusion obligatoire	
a) La balance des intérêts	n° 106
b) Les documents confidentiels en vertu de la loi ou du décret	n° 107
5° Les motifs d'exclusion facultative	n° 108
6° Cas particulier du document incluant une œuvre protégée par le droit d'auteur	n° 109
7° Procédure en cas de rejet de la demande	n° 110
8° Droit de rectification	n° 111
9° Le contentieux de la publicité des documents administratifs	n° 112
10° Règle d'interprétation — Maintien des régimes de publicité plus étendus	n° 113
<b>I. L'ordonnance de l'assemblée réunie et du collège réuni de la Commission communautaire commune de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 juin 1997 relative à la publicité de l'administration</b>	n° 114
1° Champ d'application	
a) Les autorités administratives relevant de la Commission communautaire commune — Les autres autorités administratives	n° 115
b) Les documents administratifs	n° 116
c) Les documents à caractère personnel	n° 117
2° La publicité active	n° 118
3° La publicité passive	n° 119
4° Les motifs d'exclusion obligatoire	
a) La balance des intérêts	n° 120
b) Les documents confidentiels en vertu de la loi ou d'une ordonnance	n° 121
5° Les motifs d'exclusion facultative	n° 122
6° Cas particulier du document incluant une œuvre protégée par le droit d'auteur	n° 123
7° Procédure en cas de rejet de la demande	n° 124
8° Droit de rectification	n° 125
9° Le contentieux de la publicité des documents administratifs	n° 126
10° Règle d'interprétation — Maintien des régimes de publicité plus étendus	n° 127
<b>J. La loi du 12 novembre 1997 et les législations régionales relatives à la publicité de l'administration dans les provinces et les communes</b>	n° 128
1° Champ d'application	
a) Les autorités administratives provinciales et communales	n° 129
b) Les documents administratifs	n° 130
c) Les documents à caractère personnel	n° 131
d) Les documents administratifs à caractère environnemental — Renvoi	n° 132
e) Les documents déposés dans des archives	n° 133
2° La publicité active	n° 134
3° La publicité passive	n° 135

4° Les motifs d'exclusion facultative	n° 136
5° Cas particulier du document incluant une œuvre protégée par le droit d'auteur	n° 137
6° Procédure en cas de rejet de la demande	n° 138
7° Droit de rectification	n° 139
8° Le contentieux de la publicité des documents administratifs	n° 140
9° Règle d'interprétation — Maintien des régimes de publicité plus étendus	n° 141
<b>K. Le décret de la Région wallonne du 7 mars 2001 relatif à la publicité dans les intercommunales wallonnes et le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation</b>	n° 142
1° Champ d'application	
a) Les intercommunales wallonnes	n° 143
b) Les documents administratifs	n° 144
c) Les documents à caractère personnel	n° 145
2° La publicité active	n° 146
3° La publicité passive	n° 147
4° Les motifs d'exclusion facultative — La balance des intérêts	n° 148
5° Les motifs d'exclusion obligatoire	n° 149
6° Cas particulier du document incluant une œuvre protégée par le droit d'auteur	n° 150
7° Procédure en cas d'ajournement ou de rejet de la demande	n° 151
8° Droit de rectification	n° 152
9° Le contentieux de la publicité des documents administratifs	n° 153
a) La demande de reconsidération et la demande d'avis à la Commission d'accès aux documents administratifs	n° 154
b) Recours au Conseil d'État	n° 155
10° Règle d'interprétation — Maintien des régimes de publicité plus étendus	n° 156
<b>L. Le décret flamand du 26 mars 2004 relatif à la publicité de l'administration</b>	n° 157
1° Champ d'application	
a) Les instances administratives et environnementales visées	n° 158
b) Les documents administratifs et informations environnementales	n° 159
c) Les informations à caractère personnel	n° 160
2° La publicité passive	n° 161
3° L'exclusion de la publicité — La balance des intérêts	n° 162
a) Les motifs d'exclusion obligatoire	n° 163
b) Les motifs d'exclusion facultative	n° 164
4° La procédure de demande	
a) L'introduction de la demande	n° 165
b) Le traitement de la demande	n° 166
c) Le recours	n° 167
5° Rectification ou « complémentation » de documents administratifs	n° 168
6° La publicité active	
a) L'information de la population — le fichier d'informations	n° 169
b) Le fonctionnaire de la communication	n° 170
c) Le rapport global et coordonné	n° 171
d) La notification des décisions à portée individuelle et l'indication des voies de recours	n° 172
7° Entrée en vigueur et dispositions transitoires	n° 173
<b>§ 5. L'enquête</b>	n° 174
<b>§ 6. La consultation</b>	n° 175

**§ 7. La motivation formelle**

- A.** Les notions de motivation formelle et de motifs n° 176
- B.** Les avantages et les inconvénients de la généralisation de la motivation formelle n° 177
- C.** Éléments de droit comparé n° 178
- D.** La motivation formelle des décisions juridictionnelles n° 179
- E.** Genèse de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs n° 180
- F.** Champ d'application de la loi du 29 juillet 1991 n° 181
- G.** Caractère et contenu de l'exigence de motivation formelle n° 182
- H.** La motivation formelle — Applications concrètes n° 183

**§ 8. Le caractère contradictoire de la procédure**

- A.** Nature de l'obligation n° 184
  - 1° L'exercice de la fonction juridictionnelle et le respect des droits de la défense n° 185
  - 2° L'administrateur actif et le débat contradictoire : aperçu général n° 186
- B.** En principe, les droits de la défense ne sont pas, en tant que tels, applicables devant l'administration n° 187
- C.** Règles spécifiques prévoyant des garanties qui assurent la contradiction n° 188
- D.** Extension du champ d'application des principes généraux n° 189
- E.** Le respect des droits de la défense, préalable à toute sanction disciplinaire
  - 1° Nature et caractère de l'obligation n° 190
  - 2° La préparation de la défense n° 191
  - 3° Les modalités de la défense n° 192
  - 4° L'autorité chargée d'entendre la défense n° 193
  - 5° L'assistance d'un tiers n° 194
  - 6° L'audition de témoins n° 195
  - 7° Le procès-verbal d'audition n° 196
  - 8° Synthèse des garanties n° 197
- F.** « Audi alteram partem », préalable à toute mesure grave prise en raison du comportement de la personne n° 198
- G.** « Audi alteram partem », préalable à toute mesure grave n° 199

**Section 2****L'extinction des contestations**

- § 1.** L'arbitrage n° 201
- § 2.** La conciliation n° 202
- § 3.** La transaction n° 203

**CHAPITRE 3****La médiation****Section I****L'ombudsman et ses avatars**

- § 1.** L'introduction de l'ombudsman et du médiateur en droit belge n° 205
- § 2.** Les réclamations au médiateur et les autres voies de recours n° 206
- § 3.** Les réclamations au médiateur et le recours au Conseil d'État n° 207

- § 4. Le médiateur et la notion d'autorité administrative au sens des articles 11 et 14 des lois sur le Conseil d'État — Renvoi n° 208
- § 5. Le contrôle, par le Conseil d'État français, de l'activité du médiateur — L'arrêt « Retail » n° 209

## Section 2

### Les médiateurs fédéraux

- § 1. Le statut et les missions des médiateurs fédéraux. Les liens entre les médiateurs et la Chambre des représentants n° 211
- § 2. Les médiateurs fédéraux sont des autorités indépendantes n° 212
- § 3. La saisine des médiateurs et ses suites n° 213
- § 4. Les médiateurs fédéraux et le Conseil d'État n° 214
- A. La réclamation aux médiateurs fédéraux et le recours au Conseil d'État n° 215
- B. Les décisions prises par les médiateurs pourront-elles faire l'objet d'un recours au Conseil d'État ? n° 216
- C. Les médiateurs et les difficultés d'exécution des arrêts du Conseil d'État n° 217

## Section 3

### Le médiateur de la Région wallonne

- § 1. Le statut et les missions du médiateur wallon. Les liens entre le médiateur wallon et le Parlement wallon n° 219
- § 2. Le médiateur wallon est une autorité indépendante n° 220
- § 3. La saisine du médiateur wallon n° 221
- § 4. Le médiateur wallon et le Conseil d'État n° 222
- A. La réclamation au médiateur wallon et le recours au Conseil d'État n° 223
- B. Les décisions du médiateur wallon sont-elles attaquables devant le Conseil d'État ? n° 224
- C. Le médiateur wallon peut être saisi de difficultés touchant à l'exécution des arrêts du Conseil d'État n° 225

## Section 4

### Le service du médiateur de la Communauté française

- § 1. Le statut et les missions du médiateur de la Communauté française. Les liens entre le médiateur et le Parlement de la Communauté française n° 227
- § 2. Le médiateur de la Communauté française est une autorité indépendante n° 228
- § 3. La saisine du médiateur de la Communauté française n° 229
- § 4. Le médiateur de la Communauté française et le Conseil d'État n° 230

## Section 5

### Le service de médiation flamand

- § 1. Statut et missions du médiateur flamand. Les liens entre le médiateur et le Parlement flamand n° 232
- § 2. Le médiateur flamand est une autorité indépendante n° 233

§ 3. La saisine du médiateur flamand	n° 234
§ 4. Le médiateur flamand et le Conseil d'État	n° 235
A. La réclamation au médiateur flamand et le recours au Conseil d'État	n° 236
B. Les décisions du médiateur flamand sont-elles attaquables devant le Conseil d'État ?	n° 237
C. Le médiateur flamand peut être saisi de difficultés touchant à l'exécution des arrêts du Conseil d'État	n° 238

## Section 6

### Le service de médiation pensions

§ 1. Le statut et les missions du service de médiation	n° 240
§ 2. Le recours au service de médiation et les recours aux tribunaux ou aux autres instances administratives	n° 241

## Section 7

### Les services de médiation créés auprès des entreprises publiques autonomes ou auprès du secteur dans lequel elles opèrent

§ 1. Service de médiation et entreprises publiques autonomes	n° 242
§ 2. Le service de médiation auprès du groupe S.N.C.B.	
A. Le statut et les missions du service de médiation	n° 243
B. Le recours au service de médiation et le recours au Conseil d'État	n° 244
§ 3. Le service de médiation pour les télécommunications	n° 245
§ 4. Le service de médiation pour le secteur postal	n° 246

## Section 8

### Les services de médiation créés sur le plan local

§ 1. Les services de médiation institués auprès des communes	n° 247
§ 2. Les services de médiation institués auprès des intercommunales	
A. L'article L1533-1 du Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation	n° 248
B. Un exemple de service de médiation institué auprès d'une intercommunale bruxelloise : la STIB	n° 249

## Section 9

### Le Délégué général de la Communauté française aux droits de l'enfant

§ 1. Le statut et les pouvoirs du Délégué général aux droits de l'enfant	n° 250
§ 2. Le Délégué général aux droits de l'enfant et le recours au Conseil d'État	n° 251

## Section 10

### Le médiateur est-il le rival ou l'allié du juge de l'excès de pouvoir ?



## CHAPITRE 4

### Les recours à l'administrateur actif

#### Section 1

#### Les caractères et la classification des recours à l'administrateur actif

#### Section 2

#### Le régime juridique des recours administratifs non prévus par un texte

- § 1. Les conditions de recevabilité
  - A. *En ce qui concerne le requérant* n° 255
  - B. *En ce qui concerne l'acte attaqué* n° 256
  - C. *En ce qui concerne la procédure* n° 257
  - D. *En ce qui concerne les moyens présentés* n° 258
  - E. *En ce qui concerne la qualité de l'autorité saisie* n° 259
- § 2. L'examen du recours par l'autorité saisie n° 260
  - A. *L'autorité à laquelle le recours est adressé n'est pas tenue de l'examiner* n° 261
  - B. *La non-application des règles de la procédure juridictionnelle* n° 262
  - C. *Le rejet du recours s'analyse en l'accomplissement d'un acte confirmatif* n° 263
- § 3. Les pouvoirs de l'autorité saisie n° 264
- § 4. L'absence d'effet suspensif du recours n° 268
- § 5. L'incidence des recours administratifs non organisés sur la recevabilité du recours pour excès de pouvoir n° 269

#### Section 3

#### Le régime juridique des recours administratifs prévus par un texte

- § 1. La recevabilité du recours n° 271
- § 2. L'examen du recours par l'autorité saisie n° 272
- § 3. Les pouvoirs de l'autorité saisie n° 273
- § 4. L'absence d'effet suspensif du recours — Exceptions n° 274
- § 5. Les relations entre le recours administratif organisé et la recevabilité du recours pour excès de pouvoir n° 275

## CHAPITRE 5

### Les recours juridictionnels

#### Section 1

#### La mise en œuvre de la fonction juridictionnelle — Les options fondamentales

- § 1. Les impératifs tirés de la Constitution et de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales n° 277
- § 2. Unité ou pluralité d'ordres juridictionnels ? n° 278

§ 3. Les clauses de répartition des compétences juridictionnelles n° 279

§ 4. La mise en cause des clauses de répartition des compétences — L'illusion moniste n° 280

## Section 2

### Les recours portés devant les Cours et tribunaux judiciaires

#### § 1. Les principes constitutionnels

- A. Les articles 144 et 145 : les litiges portant sur des droits subjectifs relèvent de la compétence des Cours et tribunaux — Principe et exception n° 281
- B. L'article 31 : la disparition de la garantie administrative des fonctionnaires n° 282
- C. La compétence de la Cour de cassation en matière de conflits d'attributions n° 283
- D. L'article 159, fondement du pouvoir de contrôle de la légalité des actes et règlements administratifs par les Cours et tribunaux n° 284
  - 1° La portée du pouvoir de contrôle n° 285
  - 2° La nature du pouvoir de contrôle : censure positive ou censure négative n° 286
    - a) L'injonction portant sur la réparation en nature du dommage
    - b) L'injonction et le pouvoir d'intervention du Président du tribunal statuant en référé

#### § 2. Les applications des principes constitutionnels n° 287

- A. Le contentieux des contrats d'entreprise de travaux publics n° 288
- B. Le contentieux des termes échus d'un traitement n° 289
- C. Le contentieux des allocations sociales n° 290
- D. Le contentieux des relations du travail dans la fonction publique n° 291
- E. Le contentieux de la responsabilité extra-contractuelle des personnes morales de droit public n° 292
  - 1° La responsabilité de l'État du fait du service public de la Justice. n° 293
  - 2° La responsabilité de l'État du fait du législateur n° 294
  - 3° La responsabilité des autorités administratives n° 295
    - a) La responsabilité pour faute
      - LE DOMMAGE n° 296
      - LA FAUTE — RAPPORT ENTRE L'ILLEGALITÉ ET LA FAUTE n° 297
      - LA RÉPARATION n° 298
    - b) La responsabilité sans faute
      - L'ATTEINTE GRAVE AUX AISANCES ESSENTIELLES DE VOIRIE n° 299
      - LES TROUBLES DU VOISINAGE n° 300

#### § 3. Les interventions du législateur n° 301

## Section 3

### Les recours portés devant les juridictions administratives à compétences spéciales

#### § 1. Le problème d'identification n° 303

#### § 2. À la recherche des critères de l'acte de juridiction

- A. Le critère déduit de l'intervention du législateur fédéral, communautaire ou régional n° 304
- B. La référence à l'autorité de chose jugée n° 305
- C. La référence à des critères organiques n° 306
- D. La référence à des critères matériels n° 307
- E. La référence à des critères formels n° 308

§ 3. La qualification de l'acte de juridiction par le recours à un ensemble d'indices	n° 309
§ 4. Le régime juridique de la décision juridictionnelle — Aperçu	n° 310
A. L'autorité de chose jugée et la force obligatoire du jugement	n° 311
B. La mise en œuvre de l'article 159 de la Constitution	n° 312
C. L'exclusion de tout contrôle hiérarchique ou de tutelle	n° 313

## DEUXIÈME PARTIE

### STATUT, ORGANISATION ET COMPÉTENCES DU CONSEIL D'ÉTAT — LES RECOURS OUVERTS DEVANT LE CONSEIL D'ÉTAT — LE RECOURS EN RÉPARATION DU DOMMAGE EXCEPTIONNEL — LE RÉFÉRÉ ADMINISTRATIF — LE RECOURS EN ANNULATION POUR EXCÈS DE POUVOIR — LE RECOURS EN CASSATION

#### CHAPITRE I

### Origine, fondement et organisation du Conseil d'État

#### Section 1

#### La création du Conseil d'État — Historique

§ 1. Le Conseil d'État napoléonien	n° 314
§ 2. Le Conseil d'État de la loi fondamentale des Pays-Bas	n° 315
§ 3. Efforts tendant à l'instauration d'un Conseil d'État en droit belge — leur aboutissement : la loi du 23 décembre 1946	n° 316
§ 4. Les lois sur le Conseil d'État coordonnées le 12 janvier 1973 — Leur quarante et unième modification : la loi du 15 septembre 2006 réformant le Conseil d'État et créant un Conseil du contentieux des Étrangers	n° 317
A. Les réformes d'ordre structurel et organisationnel	n° 318
B. Les modifications de procédure	n° 319

#### Section 2

#### Fondement et place du Conseil d'État parmi les pouvoirs constitués

#### Section 3

#### Statut des conseillers d'État

§ 1. La nomination sur présentation	n° 322
§ 2. Les conditions de nomination	n° 323
§ 3. L'inamovibilité	n° 324

#### Section 4

#### Aperçu de l'organisation du Conseil d'État

§ 1. Le Conseil d'État au sens strict	n° 326
§ 2. L'auditorat	
A. Composition — Recrutement	n° 327
B. Missions	n° 328
§ 3. Le bureau de coordination	n° 329

§ 4. Le greffe	n° 330
§ 5. La désignation et l'exercice des mandats	n° 331
A. Les mandats de chefs de corps	n° 332
B. Les mandats adjoints	n° 333
§ 6. L'évaluation	n° 334
A. Dispositions générales	n° 335
B. L'évaluation périodique	n° 336
C. L'évaluation des mandats adjoints	n° 337
D. L'évaluation des membres du greffe	n° 338
§ 7. L'administrateur	n° 339
§ 8. Le directeur d'encadrement du personnel et de l'organisation. Le directeur d'encadrement du budget et de la gestion	n° 340
§ 9. L'équilibre linguistique au sein du Conseil d'État	n° 341

## Section 5

### Division du Conseil d'État en sections

## Section 6

### La section du contentieux administratif

§ 1. Organisation de la section du contentieux administratif	n° 343
§ 2. Les chambres et leur composition — La collégialité et les exceptions	n° 344
§ 3. L'identité problématique et l'éventuelle récusation	n° 345
§ 4. Les chambres réunies de la section du contentieux administratif	n° 346
§ 5. Le renvoi à l'assemblée générale de la section du contentieux administratif	n° 347
§ 6. Aperçu des compétences de la section du contentieux administratif	
A. Compétences consultatives (pour mémoire)	n° 348
B. Compétences d'arrêt	n° 349
C. Compétence d'imposer une amende pour recours manifestement abusif	
1° Portée de l'article 37 des lois coordonnées	n° 350
2° Applications d'amende pour recours abusif	n° 351

## CHAPITRE 2

### Le conseil d'État et le contentieux du dommage exceptionnel

## Section I

### La compétence de la section du contentieux administratif en matière d'indemnité (Art. 11 L.C.)

§ 1. Singularité de la compétence du Conseil d'État au contentieux de l'indemnité	n° 352
§ 2. Raisons d'être de la compétence du Conseil d'État au contentieux de l'indemnité	n° 353
§ 3. De la compétence d'avis à la compétence d'arrêt — les modifications apportées par la loi du 3 juin 1971	n° 354

<b>§ 4. Les conditions de compétence</b>	n° 355
A. <i>La demande en équité</i>	n° 356
B. <i>L'absence de toute autre juridiction compétente</i>	n° 357
C. <i>L'imputation du dommage à une autorité administrative</i>	
1° <i>La notion d'autorité administrative commune aux articles 11 et 14 des lois coordonnées</i>	n° 358
2° <i>L'exclusion du dommage exceptionnel imputé aux organes du pouvoir judiciaire</i>	n° 359
3° <i>L'exclusion du dommage imputé aux législateurs</i>	n° 360
<b>§ 5. Les conditions de recevabilité</b>	n° 361
A. <i>La requête préalable</i>	n° 362
B. <i>Le délai de l'action portée au Conseil d'État</i>	n° 363
C. <i>L'épuisement des voies de recours propres à faire rapporter, modifier ou annuler la mesure dommageable</i>	n° 364
<b>§ 6. La condition de fond : le dommage exceptionnel</b>	n° 365
A. <i>Le dommage doit être né, actuel et certain</i>	n° 366
B. <i>Le dommage doit avoir été causé directement par le fait de l'autorité administrative</i>	n° 367
C. <i>Le dommage ne doit pas avoir été normalement prévisible</i>	n° 368
D. <i>Le dommage peut être d'ordre moral ou matériel</i>	n° 369
E. <i>Le dommage doit être spécial</i>	n° 370
<b>§ 7. La réparation en équité du dommage exceptionnel</b>	n° 371
<b>§ 8. L'exigibilité de la créance de réparation du dommage exceptionnel et les règles de prescriptions</b>	n° 372

### CHAPITRE 3

## Le Conseil d'État et le contentieux de l'excès de pouvoir

### Section I

#### La compétence du Conseil d'État au contentieux de l'annulation — Le recours pour excès de pouvoir — Généralités

<b>§ 1. Compétence de droit commun du Conseil d'État en matière d'excès de pouvoir</b>	n° 373
<b>§ 2. Le recours pour excès de pouvoir, instrument du contrôle de la légalité et non de l'opportunité des actes, règlements, décisions contentieuses administratives — Évolution</b>	n° 374

### Section 2

#### L'« amont » du recours pour excès de pouvoir : le sursis à exécution et le référé administratif

<b>§ 1. Absence d'effet suspensif automatique du recours pour excès de pouvoir</b>	n° 375
<b>§ 2. Le sursis à exécution et le référé administratif — Aperçu de droit comparé — Évolution du droit belge</b>	n° 376
<b>§ 3. Le référé administratif en droit belge</b>	n° 377
A. <i>La demande de suspension et la demande d'annulation</i>	n° 378

- B. La demande de mesure provisoire n° 379
- C. La demande en extrême urgence n° 380

#### § 4. Le référé administratif : compétence et conditions d'accueil

- A. Pouvoir d'ordonner la suspension comme accessoire du pouvoir d'annulation des actes et règlements des autorités administratives n° 381
- B. Le pouvoir d'ordonner des mesures provisoires lié à la demande de suspension n° 382
- C. L'exclusivité de la compétence du Conseil d'État en matière de référé administratif — Discussion n° 383
  - 1° Positions du juge judiciaire statuant en référé sur des litiges relatifs à l'enseignement n° 384
  - 2° Positions du juge judiciaire statuant en référé sur des litiges touchant à la situation des étrangers n° 385
  - 3° Positions du juge judiciaire statuant en référé sur des litiges touchant à la procédure de passation d'un marché public n° 386
  - 4° La recherche de l'objet véritable du litige par les juges judiciaires statuant en référé n° 387
  - 5° Positions de la Cour de cassation n° 388
- D. L'objet de la demande de suspension n° 389
- E. L'exigence de moyens sérieux de nature à justifier l'annulation n° 390
- F. L'exigence du préjudice grave difficilement réparable n° 391
- G. Pouvoir d'appréciation du Conseil d'État — La balance des intérêts — Discussions n° 392
- H. Exclusion de l'opposition, de la tierce opposition ou de la révision n° 393
- I. Suppression ou modification n° 394
- J. Procédure — Renvoi n° 395
  - 1° Le régime général n° 395
  - 2° Le règlement de procédure particulier au contentieux des décisions relatives à l'accès au territoire, au séjour, à l'établissement et à l'éloignement des étrangers n° 396

### Section 3

#### La procédure spéciale de suspension créée par la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et communautés

### Section 4

#### L'« aval » du recours pour excès de pouvoir : les difficultés liées à la mise en œuvre des arrêts

- § 1. Éléments du problème n° 398
- § 2. Sanctions de l'inexécution de la chose jugée n° 399
- § 3. Le recours au commissaire spécial n° 400
- § 4. Le pouvoir du Conseil d'État d'assortir ses arrêts d'annulation d'une astreinte n° 401
  - A. La mise en échec de l'article 1385bis du code judiciaire n° 401
  - B. La loi du 17 octobre 1990 modifiant les lois sur le Conseil d'État coordonnées le 12 janvier 1973, et la loi du 5 avril 1955 relative aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'État n° 402
  - C. Rappel — Les articles 17 et 18 des lois coordonnées — La suspension et les mesures provisoires avec astreinte n° 403

§ 5. L'appel aux médiateurs	n° 404
-----------------------------	--------

§ 6. Le problème de l'exécution forcée des arrêts d'annulation en droit comparé	n° 405
---	--------

## Section 5

### Le recours en annulation des actes et règlements des diverses autorités administratives — Compétence et recevabilité

§ 1. Caractère objectif de ce recours	n° 407
---------------------------------------	--------

§ 2. Compétence et recevabilité — Distinction	n° 408
---	--------

§ 3. Les conditions de compétence	n° 409
-----------------------------------	--------

A. Le recours doit tendre à l'annulation de la décision attaquée	n° 410
--	--------

1° La requête en annulation et rien d'autre ?	n° 411
---	--------

2° La requête en annulation et le maintien des effets d'une disposition réglementaire	n° 412
---	--------

3° La requête en annulation partielle	n° 413
---------------------------------------	--------

4° La requête en déclaration d'inexistence	n° 414
--	--------

B. L'acte ou le règlement attaqué doit avoir été accompli par une autorité administrative	n° 415
---	--------

1° L'autorité administrative et ses adjonctions dans la législation sur le Conseil d'État	n° 416
---	--------

2° Le concept d'autorité administrative et son rayonnement	n° 417
--	--------

3° Le critère organique de l'autorité administrative — Inclusion d'autorités indépendantes ou autonomes	n° 418
---	--------

4° Le critère organique de l'autorité administrative : « <i>Fluctuat nec mergitur</i> »...	n° 419
--	--------

5° Les exclusions de la catégorie des « diverses autorités administratives » par application du critère organique	n° 420
---	--------

a) Exclusion des actes accomplis par les organes du pouvoir législatif fédéral, communautaire ou régional, réserve faite des actes administratifs et des règlements relatifs aux marchés publics et aux membres de leur personnel	n° 421
---	--------

b) Exclusion des actes émanant du pouvoir judiciaire, réserve faite des actes et règlements administratifs accomplis par des organes du pouvoir judiciaire et du Conseil supérieur de la justice relatifs aux marchés publics et aux membres de leur personnel	n° 422
--	--------

c) Les actes de gouvernement ?	n° 423
--------------------------------	--------

d) Les décisions exclusivement militaires ?	n° 424
---	--------

e) Exclusion des actes accomplis par des personnes privées dans l'exercice d'activités purement privées — spécificité des décisions prises par les organes des établissements d'enseignement libre	n° 425
--	--------

f) Exclusion des contrats et marchés conclus entre une autorité administrative et un particulier ou une personne morale de droit privé	n° 426
--	--------

g) L'exception à l'exclusion : la compétence du Conseil d'État à l'égard des actes détachables du contrat	n° 427
---	--------

6° Le critère matériel de l'autorité administrative	n° 428
---	--------

a) L'incidence positive du critère matériel — Spécificité des décisions prises par les organes des établissements d'enseignement libre à l'égard de leurs élèves, étudiants, des membres de leur personnel enseignant ainsi que dans la passation de leurs marchés	n° 429
--	--------

AVANT LES ARRÊTS DE LA COUR DE CASSATION DU 6 SEPTEMBRE 2002

DEPUIS LES ARRÊTS DE LA COUR DE CASSATION DU 6 SEPTEMBRE 2002

b) Les rapports entre critère organique et critère matériel de l'autorité administrative dans le domaine économique et social	n° 430
---	--------

c) L'incidence négative du critère matériel	n° 431
---	--------

LES ACTES ÉMANANT D'ORGANES ADMINISTRATIFS COLLABORANT À L'EXERCICE DU POUVOIR LÉGISLATIF	n° 432
---	--------

LES ACTES ACCOMPLIS PAR DES ORGANES COLLABORANT À L'EXERCICE DU POUVOIR JUDICIAIRE, QUI CONCOURENT À L'EXERCICE DE LA FONCTION JUDICIAIRE, OU À L'EXÉCUTION DES ARRÊTS ET JUGEMENTS DU POUVOIR JUDICIAIRE	n° 433
LES ACTES DE NATURE COMMERCIALE ACCOMPLIS PAR LES ORGANISMES PUBLICS DE CRÉDIT	n° 434
<b>C. Incompétence résultant de la compétence du pouvoir judiciaire</b>	n° 435
1° Existence d'une disposition législative attribuant compétence spéciale au pouvoir judiciaire	n° 436
2° Le cas particulier de la législation relative à l'expropriation d'utilité publique	n° 437
a) De la création du Conseil d'État à 1972	n° 438
b) De 1972 à 1991	n° 439
c) Depuis 1991	n° 440
3° Compétence judiciaire fondée sur les articles 144 et 145 de la Constitution coordonnée	n° 441
a) Déclinaoire de compétence opposé par le Conseil d'État	n° 442
b) Compétence du Conseil d'État	n° 443
c) Conflits d'attributions	n° 444
<b>§ 4. Les conditions de recevabilité quant à l'acte et quant au requérant</b>	n° 445
<b>A. Recevabilité tenant à la nature et à la portée de l'acte attaqué</b>	n° 446
1° Mesure constituant un acte juridique unilatéral	n° 447
2° Mesure de nature à faire grief	n° 448
3° Mesure contre laquelle aucun recours préalable n'est organisé	n° 456
<b>B. Recevabilité tenant à la situation du requérant</b>	n° 457
1° Capacité du requérant	n° 458
2° Qualité du requérant	n° 459
3° Intérêt du requérant	n° 460
<b>§ 5. Recevabilité tenant au respect du règlement de procédure</b>	n° 468
<b>A. La requête en annulation</b>	
1° Libellé de la requête	n° 469
2° Les cas dans lesquels la requête n'est pas enrôlée	n° 470
3° Instruction de la requête	
a) Mesures préalables	n° 471
b) Demandes sans objet ou qui n'appellent que des débats succincts	n° 472
4° Échange des mémoires en réponse et en réplique	n° 473
5° Instruction par la section du contentieux administratif — Rapport et derniers mémoires	n° 474
6° La faculté de se porter partie intervenante et d'appeler en intervention	n° 475
<b>B. Le délai de recours</b>	
1° Le délai de recours en annulation et son point de départ ( <i>dies a quo</i> )	n° 476
a) L'acte doit être publié	n° 477
b) L'acte doit être notifié au requérant	n° 478
c) L'acte ne doit être ni publié, ni notifié au requérant	n° 479
2° Le <i>dies a quo</i> et la connaissance de l'illégalité	n° 480
3° Le « <i>dies a quo</i> » et la force majeure ou l'erreur invincible	n° 481
4° Le « <i>dies a quo</i> » et les dispositions législatives imposant l'information du ou des destinataires de l'acte individuel	
a) Le décret flamand du 23 octobre 1991 relatif à la publicité des documents administratifs dans les services et établissements du Gouvernement flamand — (Pour mémoire)	n° 482
b) L'article 19, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'État	n° 483
c) L'article 2, 4°, de la loi du 11 avril 1994 relative à la publicité de l'administration	n° 484



d) L'article 2, in fine, du décret de la Communauté française du 22 décembre 1994 relatif à la publicité de l'administration	n° 485
e) L'article 6 de l'ordonnance du 30 mars 1995 de la Région de Bruxelles-Capitale relative à la publicité de l'administration	n° 486
f) L'article 3, 3°, du décret de la Région wallonne du 30 mars 1995 relatif à la publicité de l'administration	n° 487
g) L'article 2, alinéa 2, du décret de la Communauté germanophone du 16 octobre 1995 relatif à la publicité des documents administratifs	n° 488
h) L'article 4, 3°, du décret du 11 juillet 1996 de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la publicité de l'administration	n° 489
i) L'article 7 de l'ordonnance de l'assemblée réunie et du collège réuni de la Commission communautaire commune de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 juin 1997 relative à la publicité de l'administration	n° 490
j) L'article 3, 4°, de la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration dans les provinces et les communes (art. L3221-1, 4°, C.D.L.D.)	n° 491
k) L'article 35 du décret flamand du 26 mars 2004 relatif à la publicité de l'administration	n° 492
l) L'article 2, 4°, du décret wallon relatif à la publicité de l'administration dans les intercommunales wallonnes (art. L1561-2, 4°, C.D.L.D.)	n° 493
m) L'ordonnance du 18 mars 2004 sur l'accès à l'information relative à l'environnement dans la Région de Bruxelles-Capitale	n° 494
n) L'article D.20.1 du Code wallon de l'environnement	n° 495
o) L'article 8 de la loi du 5 août 2006 relative à l'accès du public à l'information en matière d'environnement	n° 496
5° L'interruption du délai	n° 497
a) L'effet interruptif de la réclamation à l'autorité de tutelle	n° 498
b) L'effet interruptif du recours gracieux ou du recours hiérarchique	n° 499
c) La demande d'information du soumissionnaire écarté de l'attribution d'un marché public	
6° L'ouverture d'un nouveau délai	n° 500
a) Les conséquences de l'annulation par la Cour constitutionnelle d'une loi, d'un décret ou d'une règle visé(e) à l'article 134 de la Constitution	n° 501
b) L'arrêt d'annulation prononcé par le Conseil d'État comme fait déclaratif déterminant l'ouverture d'un nouveau délai	n° 502
c) La saisine d'un juge incompétent dans une affaire ressortissant aux articles 6, § 1 <sup>er</sup> , et 13 de la C.E.D.H.	n° 503

## Section 6

### Le recours en cassation des décisions contentieuses rendues en dernier ressort par les juridictions administratives — Compétence et recevabilité

§ 1. La procédure d'admission en cassation	n° 505
§ 2. Spécificité du recours en cassation des décisions juridictionnelles	n° 506
§ 3. Les conditions de compétence	n° 507
A. Le recours doit tendre à la cassation de la décision juridictionnelle	n° 508
B. Seules les décisions des juridictions administratives prononcées en dernier ressort peuvent être attaquées	n° 509
C. Aucun recours de nature à conduire à un résultat équivalent ne doit être ouvert devant les cours et tribunaux	n° 510

<b>§ 4. Les conditions de recevabilité</b>	n° 511
A. <i>Recevabilité tenant à la nature et à la portée de l'acte attaqué</i>	n° 512
B. <i>Recevabilité tenant à la situation du requérant</i>	n° 513
C. <i>Recevabilité tenant au respect des dispositions particulières de procédure — l'arrêté royal du 30 novembre 2006 déterminant la procédure en cassation devant le Conseil d'État</i>	n° 514
1° La signature nécessaire d'un avocat	n° 515
2° Le délai de trente jours	n° 516
3° Le libellé de la requête	n° 517
4° Les mesures préalables	n° 518
5° Le rapport et les mesures d'instruction	n° 519
6° La procédure après rapport	n° 520
7° Les procédures abrégées	n° 521
8° L'audience	n° 522

## Section 7

### Les sources formelles du droit administratif et les moyens d'annulation

#### Sous-section I

#### Les sources formelles

<b>§ 1. Le principe de légalité et la hiérarchie des sources formelles</b>	n° 524
<b>§ 2. Les dispositions directement applicables du droit international conventionnel et du droit européen</b>	n° 525
<b>§ 3. Supériorité des dispositions directement applicables du droit international conventionnel et du droit européen sur la Constitution ? — Discussion</b>	
A. <i>Positions de la Cour d'arbitrage</i>	n° 526
B. <i>Positions de la Cour de cassation</i>	n° 527
C. <i>Positions de Conseil d'État</i>	n° 528
<b>§ 4. Supériorité des dispositions directement applicables du droit international conventionnel et du droit européen sur les normes ayant valeur de loi</b>	n° 529
<b>§ 5. Supériorité des dispositions directement applicables du droit international conventionnel et du droit européen sur les normes ayant valeur de règlement</b>	n° 530
<b>§ 6. Sources constitutionnelles du droit administratif</b>	n° 531
<b>§ 7. Primauté de la Constitution par rapport aux normes ayant valeur de loi</b>	n° 532
<b>§ 8. Primauté de la Constitution par rapport aux règlements et décisions administratives</b>	n° 533
<b>§ 9. Les normes ayant valeur de loi</b>	n° 534
A. <i>Les lois fédérales</i>	n° 535
1° Les lois à majorités spéciales	n° 536
2° Les accords de coopération à caractère législatif	n° 537
3° Les lois ordinaires	n° 538
4° Les lois attributives	n° 539
a) <i>Les lois d'habilitation ordinaire</i>	n° 540
b) <i>Les lois-cadres</i>	n° 541
c) <i>Les lois de pouvoirs spéciaux</i>	n° 542

d) Les lois de pouvoirs extraordinaires	n° 543
5° Les lois interprétatives	n° 544
6° Les lois d'approbation, d'assentiment, de confirmation ou de ratification	n° 545
7° Les lois de validation	n° 546
a) Un exemple de la pratique antérieure à la création de la Cour d'arbitrage	n° 547
b) La jurisprudence de la Cour d'arbitrage : la recherche des intentions du législateur	n° 548
c) Aperçu de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme	n° 549
d) Aperçu de la jurisprudence française	n° 550
8° Les arrêtés-lois du temps de guerre	n° 551
9° Les arrêtés ratifiés ou confirmés par le pouvoir législatif	n° 552
<b>B. Les décrets communautaires et régionaux</b>	n° 553
<b>C. Les ordonnances du parlement et du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et les ordonnances de l'assemblée réunie et du collège réuni — Discussion</b>	n° 554
<b>D. Les principes généraux du droit</b>	n° 555
1° Les principes généraux du droit administratif dans la jurisprudence française	n° 556
2° Les principes généraux du droit administratif dans la jurisprudence belge	n° 557
3° Autorité des principes généraux du droit administratif	n° 558
<b>§ 10. Les accords de coopération de caractère administratif</b>	n° 559
<b>§ 11. Les arrêtés et les règlements des autorités administratives</b>	n° 560
<b>A. Les arrêtés royaux faits en application d'une loi à majorités spéciales</b>	n° 561
<b>B. Les arrêtés-lois de pouvoirs extraordinaires</b>	n° 562
<b>C. Les arrêtés de pouvoirs spéciaux</b>	n° 563
<b>D. Les arrêtés faits sur la base d'une loi d'habilitation ordinaire</b>	n° 564
<b>E. Les arrêtés royaux ordinaires et les arrêtés des gouvernements communautaires et régionaux</b>	n° 565
<b>F. Les arrêtés ministériels</b>	
1° Les arrêtés des ministres membres du Gouvernement fédéral	n° 566
2° Les arrêtés des ministres membres des Gouvernements communautaires ou régionaux	n° 567
<b>G. Les arrêtés et règlements des autorités provinciales</b>	n° 568
<b>H. Les arrêtés et règlements des autorités communales</b>	n° 569
<b>I. Les arrêtés et règlements des organes de gestion de certains services publics</b>	n° 570
<b>J. Les circulaires, dépêches et notes de service</b>	n° 571
1° Les documents d'ordre intérieur	n° 572
2° La réglementation déguisée en circulaires	n° 573
3° Les dépêches et notes de service ayant valeur de décision	n° 574

## Sous-section 2

### Les moyens d'annulation

<b>§ 1. L'incompétence</b>	n° 576
<b>A. L'incompétence quant à la matière</b>	
1° Le défaut d'investiture publique	n° 577
2° L'empiètement de pouvoir	n° 578
3° La violation des règles répartitrices de compétences	n° 579
4° L'empiètement de compétence	n° 580
5° Les délégations irrégulières	n° 581

<b>B. L'incompétence quant au temps</b>	
1° L'exercice prématuré de la compétence	n° 582
2° Les délais	n° 583
3° Les actes relevant des affaires courantes et des affaires urgentes	n° 584
4° Les actes accomplis « <i>in extremis</i> »	
<b>C. L'incompétence quant au lieu</b>	n° 585
<b>§ 2. Le vice de procédure et le vice de forme</b>	n° 586
<b>A. Les exigences de procédure</b>	
1° Les modalités de concertation énumérées à l'article 14bis des lois coordonnées sur le Conseil d'État	n° 587
2° Les consultations obligatoires	n° 588
3° Les avis conformes ou autorisations préalables	n° 589
4° La délibération de certains arrêtés royaux en Conseil des ministres	n° 590
5° Les constats, mises en demeure, communications, avertissements et notifications préalables	n° 591
6° Les présentations ou propositions	n° 592
7° Les droits de la défense et le débat contradictoire	n° 593
8° Les publications préalables et les enquêtes	n° 594
9° La procédure des collèges administratifs	n° 595
<b>B. Les exigences de forme</b>	n° 596
<b>C. La couverture des irrégularités de procédure et de forme</b>	n° 597
1° La renonciation de la personne protégée	n° 598
2° La défaillance de l'organe consultatif	n° 599
3° La couverture de l'irrégularité par une délibération ultérieure	n° 600
<b>D. Le parallélisme des procédures et des formes</b>	n° 601
<b>§ 3. L'illégalité quant à l'objet</b>	n° 602
<b>§ 4. L'illégalité quant aux motifs</b>	n° 603
<b>A. L'illégalité quant aux motifs de droit</b>	n° 604
1° L'absence de base légale	n° 605
2° La méconnaissance du champ d'application de la loi	n° 606
3° L'erreur de droit	n° 607
<b>B. L'illégalité quant aux motifs de fait</b>	n° 608
1° Le moyen pris de l'inexactitude matérielle des faits	n° 609
2° Le moyen pris de la qualification erronée des faits	n° 610
3° Le moyen pris de l'appréciation illégale des faits	n° 611
4° Le « <i>bilan coût-avantage</i> » dans la jurisprudence française	n° 612
<b>§ 5. L'illégalité quant au but</b>	n° 613
<b>A. Caractère subsidiaire du moyen pris du détournement de pouvoir</b>	n° 614
<b>B. La preuve du détournement de pouvoir</b>	n° 615
<b>C. Détournement de pouvoir et mobiles politiques</b>	n° 616

**TROISIÈME PARTIE**  
**L'AUTORITÉ DE CHOSE JUGÉE DES ARRÊTS D'ANNULATION**  
**ET DES ARRÊTS DE REJET PRONONCÉS PAR LE CONSEIL D'ÉTAT**  
**EN CASSATION ADMINISTRATIVE ET SUR RECOURS**  
**POUR EXCÈS DE POUVOIR**

**CHAPITRE I**

**L'arrêt d'annulation et l'arrêt de rejet ayant pour objet**  
**des décisions juridictionnelles**

**Section I**

**L'autorité relative de chose jugée de l'annulation et du rejet**  
**des « décisions contentieuses rendues en dernier ressort**  
**par les juridictions administratives »**

- § 1. L'autorité relative de chose jugée et la force obligatoire  
de la cassation administrative à l'égard de l'administration n° 619
- § 2. L'autorité de chose jugée de la cassation administrative et les juridictions judiciaires n° 620

**CHAPITRE 2**

**L'annulation des actes individuels et règlements administratifs**  
**et ses conséquences**

**Section I**

**L'arrêt d'annulation**

- § 1. La portée rétroactive de l'arrêt d'annulation n° 623
- A. Conséquence : l'acte annulé est censé n'avoir jamais été accompli** n° 624
- 1° L'acte annulé est censé n'avoir jamais été accompli — Implications concrètes n° 625
- a) Applications dans le cadre de la fonction publique n° 626
- b) Applications dans le cadre de l'urbanisme n° 627
- 2° Le temps a-t-il suspendu son vol ? n° 628
- a) Dans quel état « les choses » sont-elles remises ? n° 629
- b) Rétroactivité et écoulement des délais n° 630
- B. Tempéraments à la portée rétroactive de l'arrêt d'annulation**
- 1° L'article 14ter des lois coordonnées sur le Conseil d'État : la modulation  
des effets dans le temps de l'arrêt d'annulation
- a) Genèse de la disposition et bref aperçu de droit comparé n° 633
- b) Modalités d'application de l'article 14ter n° 634
- c) Examen d'une difficulté d'interprétation particulière : le caractère « définitif » des effets maintenus n° 635
- 2° Les conséquences de fait — Un exemple particulier : l'expérience acquise  
par un agent irrégulièrement nommé ou promu n° 637
- 3° La théorie du fonctionnaire de fait n° 640
- § 2. L'autorité absolue de chose jugée inhérente à l'arrêt d'annulation
- A. L'affirmation de l'autorité absolue de chose jugée** n° 641
- B. Les justifications de l'autorité absolue de chose jugée** n° 642
- 1° Le caractère objectif du recours pour excès de pouvoir n° 643
- 2° Le caractère institutionnel et organique du recours pour excès de pouvoir n° 644

- C. *L'autorité absolue de chose jugée de l'arrêt d'annulation — Limitation* n° 645
- D. *Les voies de recours ouvertes à l'encontre de l'arrêt d'annulation* n° 646

## Section 2

### L'interprétation des arrêts d'annulation visant des actes et règlements administratifs

- § 1. *Interprétation large ou interprétation étroite — Conséquences — Discussion* n° 647
- § 2. *Choix de la méthode d'interprétation étroite* n° 648
  - A. *Argument de procédure : le juge de l'excès de pouvoir et l'interdiction de statuer « ultra petita »*
    - 1° *Le principe dispositif* n° 649
    - 2° *Tempérament : l'extension de l'objet de la requête* n° 651
  - B. *Argument de fond : le précepte de la séparation des fonctions et ses prolongements sur le plan du recours pour excès de pouvoir* n° 654
    - 1° *L'exclusion du pouvoir d'injonction — Évolution* n° 655
    - 2° *L'exclusion du pouvoir de réformation* n° 657
  - C. *La lecture faite par le Conseil d'État lui-même de ses arrêts d'annulation* n° 658

## Section 3

### Les répercussions de l'arrêt d'annulation

- § 1. *La question de la réfection de l'acte annulé* n° 662
  - A. *Réfection impossible* n° 663
  - B. *Réfection facultative*
    - 1° *La réfection facultative se rattache à l'exercice discrétionnaire d'une compétence* n° 664
    - 2° *La réfection facultative doit corriger l'acte annulé* n° 665
    - 3° *La réfection-corrrection doit être opérée dans un délai raisonnable* n° 666
    - 4° *Réfection de l'acte annulé pour irrégularité externe* n° 667
    - 5° *Réfection de l'acte annulé pour irrégularité interne* n° 668
    - 6° *Réfection facultative et effet rétroactif*
      - a) *L'acte issu d'une réfection facultative n'a, en principe, pas d'effet rétroactif* n° 669
      - b) *Hypothèses dans lesquelles la réfection facultative peut avoir un effet rétroactif* n° 670
      - c) *Réfection facultative et effet rétroactif obligatoire* n° 671
  - C. *Réfection obligatoire*
    - 1° *Motif de réfection obligatoire* n° 672
    - 2° *Modalités de la réfection obligatoire* n° 673
  - D. *Réfection et actes préparatoires* n° 679
- § 2. *L'arrêt d'annulation et ses répercussions sur le plan des actes contraires* n° 680
  - A. *Annulation d'un refus et acte contraire* n° 681
  - B. *Annulation d'une mesure de désinvestiture et acte contraire* n° 682
    - 1° *La réintégration* n° 683
    - 2° *La reconstitution de carrière* n° 684
    - 3° *Le rappel de traitement ou l'indemnisation* n° 685
- § 3. *L'arrêt d'annulation et ses répercussions sur le plan des actes identiques* n° 686
  - A. *Jurisprudence du Conseil d'État de France* n° 687
  - B. *Jurisprudence du Conseil d'État belge* n° 688

<b>§ 4. L'arrêt d'annulation et ses répercussions sur le plan des actes dérivés</b>	n° 689
<b>A. L'acte dérivé considéré comme simplement illégal</b>	n° 690
<b>B. L'acte dérivé considéré comme « inopérant », « privé de force matérielle »</b>	n° 691
<b>C. La réouverture du délai de recours en annulation contre l'acte dérivé</b>	n° 694
<b>D. Éléments de comparaison — Régime des actes, règlements et décisions contentieuses administratives dérivés de la norme annulée par la Cour constitutionnelle</b>	n° 695
1° Recours en rétractation devant le Conseil d'État	n° 696
2° Réouverture des délais de recours spéciaux ou généraux	n° 697
<b>§ 5. Les répercussions de l'arrêt d'annulation de l'acte détachable et le contentieux judiciaire des marchés publics</b>	n° 698
<b>A. Éléments du problème : les compétences respectives du Conseil d'État et du juge judiciaire</b>	n° 699
<b>B. La jurisprudence du conseil d'État : de l'arrêt Sogiaf à l'arrêt E.G.T.A. Contractors Antwerpen, à l'arrêt B.V.B.A. Aelterman et à l'arrêt Feyfer et S.C.R.L. Formanova</b>	n° 700
<b>C. Les procédures développées devant les Cours et tribunaux en conséquence de la suspension puis de l'annulation de l'acte détachable par le Conseil d'État — Much ado about nothing ?</b>	n° 704
<b>D. Les directives « recours », le « standstill » et sa sanction</b>	n° 707
1° Les directives 89/665/CEE et 92/13/CEE et l'article 21 bis de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services	n° 708
2° Les directives 2004/17/CE et 2004/18/CE et l'article 2 de la loi du 16 juin 2006 relative à l'attribution, à l'information aux candidats et soumissionnaires et au délai d'attente concernant les marchés publics et certains marchés de travaux, de fournitures et de service	n° 709
3° La directive 2007/66/CE	n° 710
<b>E. Éléments de comparaison</b>	
1° Le référé précontractuel du droit français	n° 711
2° L'incidence de l'annulation de l'acte détachable sur le contrat	n° 712
3° L'ouverture aux concurrents évincés d'un recours de plein contentieux leur permettant de contester la validité du contrat	n° 713

## Section 4

### Les répercussions de l'arrêt d'annulation et le contentieux judiciaire de la responsabilité civile extracontractuelle de l'autorité administrative

<b>§ 1. Excès de pouvoir, chose jugée et faute civile</b>	n° 715
<b>§ 2. Lien de causalité</b>	n° 716
<b>§ 3. Faute de l'administration et faute personnelle de l'agent</b>	n° 720
<b>§ 4. Erreur invincible</b>	n° 721
<b>§ 5. Recours pour excès de pouvoir, chose jugée et prescription</b>	n° 723
<b>§ 6. Conclusion ?</b>	n° 724

### CHAPITRE 3

## **L'autorité des arrêts de rejet des recours en annulation des actes et règlements administratifs**

### **Section 1**

#### **L'autorité de chose jugée des arrêts de rejet dans la jurisprudence du Conseil d'État**

- § 1. Rejet du recours ayant pour objet un acte à portée réglementaire — Implications n° 726
- § 2. Rejet du recours ayant pour objet un acte non réglementaire ou individuel —  
Implications n° 727

### **Section 2**

#### **L'autorité de chose jugée des arrêts de rejet dans la jurisprudence du juge judiciaire**

- § 1. L'arrêt de rejet et le contrôle de légalité des actes et règlements administratifs  
par le juge judiciaire n° 729
- § 2. L'arrêt de rejet et le contentieux judiciaire de la responsabilité délictuelle  
de l'administration n° 732

**Bibliographie** p. 1281

**Index alphabétique** p. 1349